



PREFET DE L'INDRE

ARRETE PREFECTORAL N ° 2016-2610-DDT154
fixant des prescriptions particulières au récépissé de déclaration n° D drainage 02/2016,
prises au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, concernant la déclaration
d'existence et la création de réseaux de drainage, avec rejets dans le bassin versant « Le
Cher », sur les communes de CHABRIS (36) et SELLES SUR CHER (41), délivré à l'EARL de
la Picascellerie représentée par Monsieur Jean-Jacques DOUSSET

Le Préfet de l'Indre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la Directive Cadre sur l'Eau ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural ;

VU les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté le 18 novembre 2015 ;

VU l'arrêté du 08 septembre 2016, portant délégation de signature de Monsieur Laurent WENDLING, Directeur départemental des Territoires ;

VU l'arrêté n° 2016-0909-DDT124 du 13 juin 2016 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de l'Indre ;

VU le document de coordination régionale des services en charge de la police de l'eau en date du 21 avril 2004, portant sur le drainage en Région Centre ;

VU l'avis favorable de la DDT 41 en date du 20 septembre 2016 ;

VU les recommandations générales provisoires à prescrire relatives aux ouvrages correspondants ;

VU la déclaration, au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, déposée le 18 juillet 2016, par l'EARL de la Picascellerie représentée par Monsieur Jean-Jacques DOUSSET, domicilié « La Picascellerie » 36210 CHABRIS, concernant la déclaration d'existence de 30,61 hectares de réseaux de drainage sur le bassin versant « Le Cher », du projet de 26,72 hectares de réseaux de drainage réalisé en 2003 sans détenir l'acte administratif correspondant, de 21,89 hectares de réseaux de redrainage considéré comme effet notable sur le bassin versant du ruisseau « Le Cher », sur les communes de CHABRIS (36) et SELLES SUR CHER (41) ;

VU le récépissé n° D drainage 02/2016 délivré le 21 septembre 2016 à l'EARL de la Picascellerie représentée par Monsieur Jean-Jacques DOUSSET et correspondant au dossier déposé ;

VU l'avis considéré comme favorable du déclarant concernant les prescriptions spécifiques sollicité par courrier en date du 29 septembre 2016 ;

CONSIDERANT l'absence de prescriptions générales et particulières applicables aux travaux de drainage ;

CONSIDERANT que les eaux issues des réseaux de drainage contiennent une charge polluante incompatible, sans traitement adéquat, à un rejet dans les eaux superficielles et qu'il nécessite que des prescriptions particulières soient fixées pour définir des mesures correctrices et compensatoires afin d'assurer la protection des eaux superficielles dans lesquelles les rejets sont prévus ;

CONSIDERANT que l'efficacité des fossés collecteurs des rejets de drainage pour le traitement des eaux de drainage ne peut être assurée qu'avec un entretien régulier et particulier de ces derniers;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires de l'Indre;

ARRETE

Article 1 : Conditions générales

Les installations, ouvrages, travaux ou activités doivent être implantés, réalisés et exploités conformément au dossier de déclaration sans préjudice des dispositions résultant des prescriptions particulières fixées par le présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le pétitionnaire est tenu au maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages et au respect des prescriptions particulières suivantes.

Article 2 : Prescriptions particulières visant à limiter les impacts négatifs des rejets des réseaux de drainage à créer sur les eaux superficielles

Un système de grille devra être mis en place en sortie des exutoires des collecteurs de drains.

Afin de garantir un traitement suffisant des eaux par les fossés et thalweg « secs » avant qu'elles ne rejoignent les eaux superficielles du cours d'eau « Le Cher », ces derniers devront être maintenus enherbés.

Article 3 : Prescriptions particulières visant à limiter les pollutions diffuses sur les eaux superficielles

L'utilisation de produits phytosanitaires à proximité des fossés et des thalwegs « secs » exutoires, est soumise au respect des règles de distance minimale mentionnées pour chaque produit et est proscrite, dans tous les cas, pour leur « entretien ».

Article 4 : Voies et délais de recours

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 5 : Publicité et information des tiers

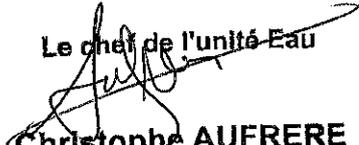
Cet acte sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux mairies des communes de CHABRIS (36) et SELLES SUR CHER (41) pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Indre pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Indre, le maire de la commune de CHABRIS (36), le maire de la commune de SELLES SUR CHER (41), le Directeur Départemental des Territoires de l'Indre, le Directeur Départemental des Territoires du Loir-et-cher, en charge de la police de l'eau dans chaque département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le chef de l'unité Eau

Christophe AUFRERE

